

## Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2020





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -161,590 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2020 s'élève à -161,590 Md€ contre -116,297 Md€ à fin septembre 2019 retraité des mesures de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Cette évolution (-45,293 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 29,709 Md€, une baisse des recettes nettes de 14,956 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,627 Md€.

## Dépenses du budget général \*(nettes de R&D) : 282,052 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,668 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,626 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,911 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,303 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,710 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,863 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,641 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 2,445 Md€, essentiellement au titre du programme « Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat » (1,104 Md€) et du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (1,027 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2020 s'élèvent à 282,052 Md€ contre 252,343 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (+29,709 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 24,913 Md€ (montant essentiellement lié aux mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 20,989 Md€ et le financement d'une aide exceptionnelle de solidarité pour 0,880 Md€,

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,307 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,193 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,055 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,756 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,518 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,731 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,917 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,786 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,165 Md€, montant réparti sur divers programmes composant la mission.

ainsi qu'à l'augmentation des versements relatifs à la prime d'activité et au RSA pour 1,621 Md€, des dépenses de fonctionnement pour 5,720 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 4,254 Md€).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat pour -2,537 Md€ (baisse prévue en lois de finances en raison de la diminution du montant des intérêts des OAT).

## Recettes du budget général \*(nettes de R&D) : 144,391 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net** : 10,958 Md€ (montant lié à l'échéance au 17 septembre) ;

► **TVA nette** : 9,967 Md€ ;

► **IR net** : 5,082 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 4,167 Md€ (dont 2,746 Md€ de prélèvements de solidarité et 1,239 Md€ au titre de l'impôt sur la fortune immobilière) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,536 Md€, dont 1,312 Md€ de droits de mutations à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 1,690 Md€ (essentiellement des recettes perçues en contre-partie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de taxe foncière) ;

► **Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite** : 1,154 Md€, dont 1,102 Md€ au titre du règlement de la décision du 16 mars 2020 par laquelle l'Autorité de la concurrence sanctionne le groupe Apple pour mises en oeuvre de pratiques anticoncurrentielles ;

► **TICPE** : 0,823 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,419 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,696 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,044 Md€).



## Recettes fiscales \*(nettes de R&D) : 174,020 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2020 s'élèvent à 174,020 Md€ contre 194,188 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (-20,168 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes d'IR net pour 8,136 Md€ (essentiellement liées aux remboursements de trop perçus dans le cadre du PAS 2019), de TVA nette pour 7,004 Md€ (baisse des recettes brutes de 3,560 Md€ et hausse des R&D de 3,444 Md€), de TICPE pour 2,947 Md€, de « Droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes » pour 3,107 Md€ (principalement la TGAP

en raison d'une admission en non-valeur de 0,984 Md€ en 2019, et les droits de mutation à titre gratuit pour 0,882 Md€) et d'« Autres impôts directs et taxes assimilées » pour 1,155 Md€ (principalement au titre des « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » pour 1,313 Md€).

Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IS net de 8,156 Md€ (hausse des recettes brutes de 3,279 Md€ et baisse des R&D de 4,877 Md€).

## Recettes non fiscales : 11,281 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2020 s'élèvent à 11,281 Md€ contre 9,270 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (+2,011 Md€) s'explique principalement par une hausse des « Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite » pour 2,724 Md€ (essentiellement en raison de l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE au titre

de la convention judiciaire d'intérêt public du 7 février 2020, et de la sanction de 1,102 Md€ payée par la société Apple suite à la décision de l'Autorité de la concurrence du 16 mars 2020).

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 0,588 Md€ (notamment en raison de moindres versements suite à la crise sanitaire).

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -46,811 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2020 s'élèvent à -46,811 Md€ contre -47,513 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (+0,702 Md€) s'explique

principalement par une baisse des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit de l'UE à hauteur de 1,466 Md€ (suite à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget de l'UE).

## Fonds de concours : 5,900 Md€

Les fonds de concours à fin septembre 2020 s'élèvent à 5,900 Md€ contre 3,402 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (+2,498 Md€) s'explique

essentiellement par le financement du Plan d'urgence face à la crise sanitaire et du Plan d'investissement dans les compétences.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,929 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,967 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 20,844 Md€ (dont 12,941 Md€ de TH, essentiellement au titre de la compensation par l'Etat du dégrèvement complet pour 80% des foyers, et 6,977 Md€ de CVAE, essentiellement au titre du 2<sup>ème</sup> acompte) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,051 Md€ (essentiellement une souscription d'obligations EDF dans le cadre du soutien lié à la crise sanitaire) et des recettes pour 1,122 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le BG).

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2020 s'élève à -23,929 Md€ contre -23,302 Md€ à fin septembre 2019 retraité.

Cette évolution (-0,627 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 1,311 Md€ partiellement compensée par une augmentation de

0,603 Md€ du solde des comptes d'affectation spéciale (essentiellement une hausse de 2,165 Md€ du solde du compte « Participations financières de l'Etat » lié essentiellement à un abondement par le BG afin de soutenir la filière aéronautique fragilisée par la crise sanitaire, notamment la société Air France-KLM).

## Dettes financières de l'Etat au 30 septembre : 2 046,889 Md€

La dette financière est en augmentation de 217,289 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

pour 132,506 Md€, les BTF pour 60,155 Md€ et les dettes financières pour 24,628 Md€ (reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	Septembre	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	4 096	-161 590	-116 297	-109 013	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	24 425	282 052	252 343	251 442	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	18 011	144 391	159 347	165 280	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	5 082	41 165	49 301	49 301	
- IS *	10 958	26 187	18 031	18 031	
- TVA	9 967	83 580	90 584	97 053	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	10 510	-23 929	-23 302	-22 851	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-927	144 505			16
Dette financière de l'Etat	11 621	2 046 889			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	10 616	99 282	98 746	98 774
Dépenses de fonctionnement	3 632	46 109	40 389	40 330
Charges de la dette de l'Etat	56	23 763	26 300	26 300
Dépenses d'investissement	1 023	10 703	9 931	9 686
Dépenses d'intervention	8 979	99 843	74 930	74 206
Dépenses d'opérations financières	119	1 358	1 053	1 154
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>24 425</b>	<b>282 052</b>	<b>252 343</b>	<b>251 442</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	21 283	174 020	194 188	200 068
Recettes non fiscales	1 494	11 281	9 270	9 338
Prélèvements sur recettes	-5 115	-46 811	-47 513	-47 528
Fonds de concours	350	5 900	3 402	3 402
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>18 011</b>	<b>144 391</b>	<b>159 347</b>	<b>165 280</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>23 126</b>	<b>191 201</b>	<b>206 860</b>	<b>212 808</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-6 414</b>	<b>-137 661</b>	<b>-92 996</b>	<b>-86 162</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	120	4 204	3 151	3 601
Solde des comptes de concours financiers	10 467	-28 762	-27 451	-27 451
Solde des comptes de commerce	-92	590	886	886
Solde des comptes d'opérations monétaires	15	926	78	78
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>10 510</b>	<b>-23 929</b>	<b>-23 302</b>	<b>-22 851</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>4 096</b>	<b>-161 590</b>	<b>-116 297</b>	<b>-109 013</b>



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 616</b>	<b>99 282</b>	<b>98 746</b>	<b>98 774</b>
Rémunérations d'activité	6 077	56 958	56 548	56 546
Cotisations et contributions sociales	4 461	41 758	41 648	41 679
Prestations sociales et allocations diverses	78	566	550	549
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>13 810</b>	<b>182 771</b>	<b>153 596</b>	<b>152 667</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>993</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 632</b>	<b>46 109</b>	<b>40 389</b>	<b>40 330</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 793	22 979	17 417	17 271
Subventions pour charges de service public	839	23 130	22 973	23 059
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>56</b>	<b>23 763</b>	<b>26 300</b>	<b>26 300</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	56	23 763	26 300	26 300
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 023</b>	<b>10 703</b>	<b>9 931</b>	<b>9 686</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	785	8 107	7 578	7 414
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	238	2 597	2 353	2 272
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>8 979</b>	<b>99 843</b>	<b>74 930</b>	<b>74 206</b>
Transferts aux ménages	4 336	42 846	41 716	40 679
Transferts aux entreprises	2 314	33 169	11 156	11 553
Transferts aux collectivités territoriales	467	6 376	5 973	5 962
Transferts aux autres collectivités	1 861	17 433	16 052	15 981
Appels en garantie	0	19	31	31
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>119</b>	<b>1 358</b>	<b>1 053</b>	<b>1 154</b>
Prêts et avances	13	265	83	183
Dotations en fonds propres	106	497	404	405
Dépenses de participations financières	0	596	567	567
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 425</b>	<b>282 052</b>	<b>252 343</b>	<b>251 442</b>





	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2020		Cumul à fin septembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>30</b>	<b>3</b>	<b>120</b>	<b>43</b>	<b>20</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	24	0	74	11	4
Fonds pour la transformation de l'action publique	6	2	42	28	14
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	1	0	4	4	2
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>148</b>	<b>407</b>	<b>2 333</b>	<b>2 136</b>	<b>2 089</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	73	302	1 342	1 263	1 237
Diplomatie culturelle et d'influence	56	84	705	602	573
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	20	285	270	276
Présidence française du G7 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	3
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>310</b>	<b>310</b>	<b>2 816</b>	<b>2 750</b>	<b>2 442</b>
Administration territoriale de l'Etat <sup>(2)</sup>	197	192	1 600	1 556	1 279
Vie politique, culturelle et associative	6	6	156	155	127
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	107	111	1 061	1 039	1 036
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>438</b>	<b>435</b>	<b>2 235</b>	<b>1 951</b>	<b>2 079</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	346	343	1 387	1 126	1 266
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	36	38	402	385	370
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	54	446	439	443
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>48</b>	<b>144</b>	<b>5 596</b>	<b>2 398</b>	<b>2 138</b>
Aide économique et financière au développement	20	84	3 580	880	695
Solidarité à l'égard des pays en développement	29	59	2 016	1 518	1 443
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>4</b>	<b>36</b>	<b>1 681</b>	<b>1 656</b>	<b>1 771</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	1	19	14	22
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3	34	1 576	1 555	1 673
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	87	87	76
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>192</b>	<b>1 756</b>	<b>14 329</b>	<b>13 538</b>	<b>14 684</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	107	149	1 509	1 441	1 352
Aide à l'accès au logement	1	1 518	11 975	11 275	12 394
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	21	24	284	282	433
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	28	15	128	150	146
Interventions territoriales de l'Etat	1	2	46	26	37
Politique de la ville	34	50	386	363	322
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>59</b>	<b>53</b>	<b>546</b>	<b>506</b>	<b>499</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	33	336	304	296
Conseil économique, social et environnemental	2	2	43	43	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	167	160	161
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>182</b>	<b>275</b>	<b>2 431</b>	<b>2 129</b>	<b>1 990</b>
Patrimoines	66	114	806	677	598
Création	33	52	762	658	620
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	83	109	864	794	771
<b>DEFENSE</b>	<b>3 491</b>	<b>3 303</b>	<b>33 320</b>	<b>35 980</b>	<b>34 505</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	46	88	1 158	1 171	1 119
Préparation et emploi des forces	563	641	9 509	7 610	7 319
Soutien de la politique de la défense	1 655	1 710	16 546	16 458	16 574
Equiperment des forces	1 228	863	6 106	10 740	9 494
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>49</b>	<b>51</b>	<b>536</b>	<b>504</b>	<b>859</b>
Coordination du travail gouvernemental	43	45	464	432	424
Protection des droits et libertés	6	6	73	72	69
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	366



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2020		Cumul à fin septembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>517</b>	<b>953</b>	<b>13 934</b>	<b>12 161</b>	<b>10 958</b>
Infrastructures et services de transports	147	363	5 020	4 507	3 845
Affaires maritimes	7	12	127	118	115
Paysages, eau et biodiversité	17	8	157	135	107
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	4	4	450	451	378
Prévention des risques	9	10	700	584	586
Energie, climat et après-mines	118	132	2 667	2 057	1 888
Service public de l'énergie	0	201	2 482	1 983	1 818
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	215	223	2 223	2 219	2 221
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat <sup>(1)</sup>	1	1	106	106	0
<b>ECONOMIE</b>	<b>638</b>	<b>95</b>	<b>2 483</b>	<b>1 994</b>	<b>1 352</b>
Développement des entreprises et régulations	591	46	1 803	1 198	657
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	120	0
Statistiques et études économiques	35	36	333	328	335
Stratégie économique et fiscale	12	13	347	348	360
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>23 712</b>	<b>23 792</b>	<b>26 486</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	55	55	23 657	23 657	26 300
Appels en garantie de l'Etat	0	0	19	19	60
Epargne	0	0	36	36	46
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 765</b>	<b>5 668</b>	<b>55 603</b>	<b>55 378</b>	<b>54 552</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 914	1 911	17 270	17 266	16 852
Enseignement scolaire public du second degré	2 631	2 626	24 963	24 953	24 792
Vie de l'élève	464	385	4 844	4 733	4 429
Enseignement privé du premier et du second degrés	496	495	5 854	5 842	5 824
Soutien de la politique de l'éducation nationale	170	174	1 617	1 548	1 594
Enseignement technique agricole	90	77	1 054	1 036	1 061
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>831</b>	<b>835</b>	<b>7 719</b>	<b>7 512</b>	<b>7 650</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	612	616	5 681	5 566	5 701
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	70	59	691	645	657
Facilitation et sécurisation des échanges	144	142	1 178	1 157	1 143
Fonction publique	5	18	169	143	148
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>93</b>	<b>74</b>	<b>1 376</b>	<b>1 177</b>	<b>1 173</b>
Immigration et asile	68	57	1 113	944	913
Intégration et accès à la nationalité française	25	18	264	234	260
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>232</b>	<b>1 522</b>	<b>840</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	82	317	173
Valorisation de la recherche	0	0	0	550	403
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	150	655	264
<b>JUSTICE</b>	<b>645</b>	<b>700</b>	<b>6 895</b>	<b>6 582</b>	<b>6 585</b>
Justice judiciaire	279	283	2 937	2 590	2 581
Administration pénitentiaire	268	292	2 549	2 713	2 619
Protection judiciaire de la jeunesse	61	69	674	619	608
Accès au droit et à la justice	16	18	347	347	466
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	38	383	311	308
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	4	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>83</b>	<b>88</b>	<b>673</b>	<b>582</b>	<b>387</b>
Presse et médias	30	28	305	294	194
Livre et industries culturelles	53	60	368	288	193
<b>OUTRE-MER</b>	<b>68</b>	<b>76</b>	<b>1 845</b>	<b>1 531</b>	<b>1 669</b>
Emploi outre-mer	37	19	1 449	1 202	1 393
Conditions de vie outre-mer	30	57	397	330	276



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2020		Cumul à fin septembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE <sup>(4)</sup></b>	<b>1 445</b>	<b>2 445</b>	<b>25 243</b>	<b>25 243</b>	<b>0</b>
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel <sup>(4)</sup>	27	1 027	14 798	14 798	0
Fonds de solidarité pour les entreprises <sup>(4)</sup>	314	314	6 191	6 191	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat <sup>(5)</sup>	1 104	1 104	4 254	4 254	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire <sup>(6)</sup>	0	0	0	0	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>993</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>147</b>	<b>1 165</b>	<b>27 039</b>	<b>22 601</b>	<b>21 974</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	68	72	13 320	11 389	11 270
Vie étudiante	3	231	2 335	2 056	1 849
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	25	335	6 827	4 950	5 078
Recherche spatiale	0	367	1 938	1 801	1 496
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	18	54	1 460	1 345	1 281
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	12	54	634	635	559
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	149	95	116
Recherche culturelle et culture scientifique	2	34	105	71	71
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	18	271	258	254
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>33</b>	<b>510</b>	<b>5 698</b>	<b>5 082</b>	<b>5 111</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	33	339	3 827	3 391	3 371
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	754	687	625
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 117	1 005	1 114
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>193</b>	<b>188</b>	<b>2 878</b>	<b>2 722</b>	<b>2 594</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	194	186	2 759	2 572	2 414
Concours spécifiques et administration	-1	2	119	150	180
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>22 151</b>	<b>22 155</b>	<b>120 288</b>	<b>120 278</b>	<b>108 319</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 059	9 062	103 990	103 980	96 215
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	13 093	13 093	16 298	16 298	12 104
<b>SANTE</b>	<b>6</b>	<b>42</b>	<b>1 501</b>	<b>1 273</b>	<b>893</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	-2	42	611	553	111
Protection maladie	8	0	890	720	782
<b>SECURITES</b>	<b>1 701</b>	<b>1 731</b>	<b>15 472</b>	<b>15 127</b>	<b>14 990</b>
Police nationale	889	917	7 982	8 031	7 868
Gendarmerie nationale	788	786	7 163	6 717	6 741
Sécurité et éducation routières	5	3	27	21	21
Sécurité civile	19	25	300	359	360
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>139</b>	<b>2 307</b>	<b>26 419</b>	<b>22 344</b>	<b>20 183</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	78	1 055	12 791	11 131	8 820
Handicap et dépendance	1	1 193	12 464	10 204	10 270
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	24	24	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	58	57	1 140	985	1 073
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>44</b>	<b>72</b>	<b>1 275</b>	<b>843</b>	<b>922</b>
Sport	30	19	371	304	313
Jeunesse et vie associative	15	15	596	456	563
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	39	307	83	46
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>559</b>	<b>648</b>	<b>11 119</b>	<b>10 002</b>	<b>9 957</b>
Accès et retour à l'emploi	313	461	4 757	4 406	4 876
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	189	127	5 810	5 032	4 527
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	42	66	63
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	57	510	498	491
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>40 064</b>	<b>46 580</b>	<b>418 342</b>	<b>402 330</b>	<b>360 662</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>17 913</b>	<b>24 425</b>	<b>298 054</b>	<b>282 052</b>	<b>252 343</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2020

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2020

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 23/03/2020

<sup>(5)</sup> Création en LFR du 25/04/2020

<sup>(6)</sup> Création en LFR du 30/07/2020



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 826</b>	<b>63 937</b>	<b>64 607</b>	<b>64 607</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>1 690</b>	<b>2 892</b>	<b>2 998</b>	<b>2 998</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>12 805</b>	<b>51 573</b>	<b>48 239</b>	<b>48 239</b>
Impôt sur les sociétés	12 547	50 475	47 196	47 196
Contribution sociale sur les bénéficiés des sociétés	258	1 098	1 042	1 042
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>4 167</b>	<b>13 091</b>	<b>14 246</b>	<b>14 246</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiés non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	41	601	795	795
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	35	2 718	4 031	4 031
Prélèvements sur les bénéficiés tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiés distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéficiés	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	1 239	1 637	1 703	1 703
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	149	145	145
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	17	17
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	9	24	24
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	83	25	25
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	59	83	83
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	190	194	194
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	2 746	7 069	6 815	6 815
Taxe sur les services numériques	0	83	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	91	490	409	409
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>823</b>	<b>6 224</b>	<b>9 171</b>	<b>8 579</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 593</b>	<b>131 818</b>	<b>135 378</b>	<b>141 846</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 536</b>	<b>24 763</b>	<b>27 870</b>	<b>27 873</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	30	305	368	368
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	137	134	134
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	16	12	12



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	153	1 596	2 012	2 012
Mutations à titre gratuit par décès	1 159	8 325	8 791	8 791
Contribution de sécurité immobilière	61	530	573	573
Autres conventions et actes civils	30	264	322	322
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	39	364	400	400
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	70	267	178	144
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	7	65	126	126
Timbre unique	15	120	272	272
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules <sup>(1)</sup>	35	412	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	466	7 564	8 196	8 196
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	3	22	37	37
Taxe générale sur les activités polluantes	3	332	1 540	1 540
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	32	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	109	179	179
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	10	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	38	39	39
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	21	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	185	1 356	1 661	1 661
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	104	370	611	611
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	181	308	308
Prélèvement sur les paris sportifs	24	337	393	393
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	76	48	48
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	45	1 000	735	735
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	36	312	272	310
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>43 437</b>	<b>294 298</b>	<b>302 507</b>	<b>308 388</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>21 283</b>	<b>174 020</b>	<b>194 188</b>	<b>200 068</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>4 329</b>	<b>4 917</b>	<b>4 917</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 395	3 531	3 531
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	751	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	182	1 369	1 369
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	17	17
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>62</b>	<b>920</b>	<b>472</b>	<b>540</b>
Revenus du domaine public non militaire	15	142	118	118
Autres revenus du domaine public	0	2	3	3
Revenus du domaine privé	1	201	219	219
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	45	195	127	127
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	68
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	5	5
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>214</b>	<b>1 015</b>	<b>1 129</b>	<b>1 129</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	237	265	265
Autres frais d'assiette et de recouvrement	96	671	701	701
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	5	37	37
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	81	100	124	124
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>16</b>	<b>207</b>	<b>292</b>	<b>292</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	31	49	49
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	24	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	3	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	0	46	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	93	139	139
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	59	59



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>1 154</b>	<b>4 027</b>	<b>1 303</b>	<b>1 303</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1 103	1 397	210	210
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	5	66	118	118
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	3	7	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	41	2 498	905	905
Frais de poursuite	1	7	9	9
Frais de justice et d'instance	1	5	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>48</b>	<b>784</b>	<b>1 157</b>	<b>1 157</b>
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	194	203	203
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	4	55	162	162
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	3	5	5
Récupération d'indus	5	12	112	112
Recouvrements après admission en non-valeur	9	77	89	89
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	20	21	21
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	20	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	230	253	253
Produits divers	2	17	23	23
Autres produits divers	5	141	211	211
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 494</b>	<b>11 281</b>	<b>9 270</b>	<b>9 338</b>



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 696</b>	<b>-30 548</b>	<b>-29 784</b>	<b>-29 799</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 044	-20 756	-20 800	-20 873
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-4	-4
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-18	-16	-16
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-621	-3 121	-2 789	-2 789
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-203	-2 053	-2 010	-2 010
<b>Dotations</b> élu local	-18	-96	-10	-20
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-32	-32
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-8	-321	-326	-326
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	-94	-661	-661	-661
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-2 204	-2 254	-2 254
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-33	-354	-398	-398
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	-98	-80	-80
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-243	-240	-240
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-91	-91
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage <sup>(1)</sup>	0	-122	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française <sup>(1)</sup>	-8	-68	-68	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire <sup>(2)</sup>	-425	-425	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 419</b>	<b>-16 263</b>	<b>-17 729</b>	<b>-17 729</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 115</b>	<b>-46 811</b>	<b>-47 513</b>	<b>-47 528</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	333	5 704	3 170	3 170
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	17	196	232	232
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>350</b>	<b>5 900</b>	<b>3 402</b>	<b>3 402</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020

<sup>(2)</sup> Création en LFR du 30/07/2020





	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€								
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>6 652</b>	<b>6 772</b>	<b>53 627</b>	<b>52 125</b>	<b>57 830</b>	<b>55 727</b>	<b>4 204</b>	<b>3 601</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres <sup>(1)</sup>	0	0	0	253	0	373	0	120
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	97	151	656	691	899	1 194	243	504
Développement agricole et rural	7	5	90	88	131	134	40	46
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	50	31	201	219	280	284	79	65
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage <sup>(1)</sup>	0	0	0	1 385	0	1 715	0	330
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	18	292	210	190	649	-102	440
Participation de la France au désendettement de la Grèce	158	0	158	212	84	117	-74	-95
Participations financières de l'Etat	1 051	1 122	4 072	631	6 000	394	1 928	-237
Pensions	4 765	4 703	43 623	43 286	44 856	44 596	1 232	1 310
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	242	1	89	313	359	312	271
Transition énergétique	500	500	4 533	5 063	5 078	5 911	545	848
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 493</b>	<b>20 960</b>	<b>86 710</b>	<b>84 715</b>	<b>57 948</b>	<b>57 265</b>	<b>-28 762</b>	<b>-27 451</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	20	9	2 026	1 541	1 192	958	-834	-583
Avances à l'audiovisuel public	316	101	2 842	2 895	1 201	2 599	-1 641	-296
Avances aux collectivités territoriales	9 967	20 844	80 809	79 644	55 354	53 489	-25 455	-26 155
Prêts à des Etats étrangers	12	5	431	367	186	219	-246	-148
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	179	0	602	269	16	1	-586	-268
<b>Comptes de commerce</b>	<b>795</b>	<b>703</b>	<b>27 624</b>	<b>29 714</b>	<b>28 213</b>	<b>30 600</b>	<b>590</b>	<b>886</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	57	0	403	547	556	590	153	43
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	121	127	121	128	1	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	439	439	1 419	775	1 419	775	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	165	13	426	379	447	434	21	55
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	74	194	24 971	27 530	25 173	27 719	202	189
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	0	4	1	10	1	6	0
Opérations commerciales des domaines	4	8	31	36	58	63	27	27
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	16	19	14	17	-1	-3
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	38	33	235	300	416	874	181	574
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>35</b>	<b>49</b>	<b>1 507</b>	<b>1 425</b>	<b>2 434</b>	<b>1 503</b>	<b>926</b>	<b>78</b>
Emission des monnaies métalliques	10	26	76	84	113	197	37	113
Opérations avec le Fonds Monétaire International	23	23	1 426	1 335	2 313	1 301	887	-34
Pertes et bénéfices de change	2	0	5	6	8	4	3	-1
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>17 974</b>	<b>28 484</b>	<b>169 468</b>	<b>167 979</b>	<b>146 426</b>	<b>145 094</b>	<b>-23 042</b>	<b>-22 885</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>17 951</b>	<b>28 461</b>	<b>168 041</b>	<b>166 644</b>	<b>144 113</b>	<b>143 793</b>	<b>-23 929</b>	<b>-22 851</b>

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	-27	275
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	123	421
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>610</b>	<b>96</b>	<b>706</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	3 177	1 853	5 030
		Départements	7 387	-151	7 236
		Communes	25 264	551	25 815
		HLM	237	-62	175
		Autres	25 492	1 085	26 577
		<b>Total CEPL</b>	<b>61 558</b>	<b>3 276</b>	<b>64 834</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 578</b>	<b>1 372</b>	<b>6 950</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	5 016	21 594
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	5 000	11 286
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	1 557	5 367
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	-49	1 441
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>28 165</b>	<b>11 524</b>	<b>39 688</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 455</b>	<b>-1 052</b>	<b>14 403</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>3 281</b>	<b>-991</b>	<b>2 290</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	70	-8	63
GIP		841	209	1 049	
EPLÉ		2 522	513	3 035	
Autres correspondants		10 275	1 181	11 455	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	-46	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 755</b>	<b>1 848</b>	<b>15 602</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>128 402</b>	<b>16 072</b>	<b>144 474</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	10	31	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>21</b>	<b>10</b>	<b>31</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>128 422</b>	<b>16 083</b>	<b>144 505</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>128 422</b>	<b>16 083</b>	<b>144 505</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2020
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 822 823</b>	<b>192 661</b>	<b>2 015 485</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 715 890</b>	<b>132 506</b>	<b>1 848 397</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	132 506	1 848 397
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	141 188	1 630 682
- <i>taux variable</i>	200 264	-3 327	196 937
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>106 933</b>	<b>60 155</b>	<b>167 088</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	60 155	167 088
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 776</b>	<b>24 628</b>	<b>31 404</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 829 600</b>	<b>217 289</b>	<b>2 046 889</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

*NB :* La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

## FMI : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.